



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Situation au Moyen-Orient

Question au Gouvernement n° 1535

Texte de la question

SITUATION AU MOYEN-ORIENT

Mme la présidente . La parole est à M. Hendrik Davi.

M. Hendrik Davi . Depuis octobre 2023, un génocide se déroule sous nos yeux. Plus de 71 000 Palestiniens dont 21 500 enfants ont été tués, de l'aveu même de l'armée israélienne. Selon une étude du journal scientifique *The Lancet*, il faut ajouter à ces morts directes 16 300 décès liés aux maladies, aux famines, à l'absence de soins et à l'effondrement des conditions de vie. Depuis la guerre avec l'Iran, Israël a même restreint l'accès à l'aide humanitaire et fermé des points de passage. La situation sanitaire se dégrade avec l'accumulation de déchets et l'explosion des maladies. Le gouvernement israélien étend sa guerre et le processus d'épuration ethnique à la Cisjordanie et maintenant au Liban.

Oui, les attaques terroristes du 7 octobre constituaient un crime odieux. Oui, le régime iranien menaçait Israël. Mais la solution n'était pas de répondre à la terreur par une guerre qui ne respecte ni le droit international, ni les droits humains. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe EcoS.*) Ce sont précisément ces valeurs que des citoyens et des élus ont décidé de défendre en s'engageant dans la flottille pour Gaza, notamment au départ de Marseille. Ces militants défendent la paix et le droit.

M. Julien Odoul . Et leur business !

M. Hendrik Davi . Or fin avril, 22 bateaux et 170 militants dont 15 Français ont été interceptés illégalement par la marine israélienne dans les eaux internationales au large des côtes grecques. Il s'agit d'un acte de piraterie dirigé contre des civils non armés. Deux militants ont été incarcérés à Gaza après une arrestation d'une extrême brutalité, au cours de laquelle ils auraient été traînés au sol et battus violemment. Ils ont passé plus d'une semaine en prison. Hier, à leur sortie, le militant brésilien Thiago Avila a affirmé avoir subi de la torture. (« *Oh !* » *sur les bancs du groupe RN.*)

Mme Anna Pic . Ça vous fait rire ?

M. Hendrik Davi . Alors que le reste de la flottille s'apprête à repartir de Turquie pour Gaza, le groupe Écologiste et social exige que le gouvernement français condamne clairement l'action de l'État israélien. Nous devons rompre notre accord d'association avec Israël ! (*Applaudissements sur quelques bancs des groupes EcoS, LFI-NFP et SOC.*) Ensuite, le gouvernement doit accorder une protection diplomatique immédiate à tous les participants français à bord des autres bateaux de la flottille. Enfin, il doit coordonner avec les autres gouvernements la sécurité des cinquante-cinq nations représentées sur cette flottille. Monsieur le ministre, agissez ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe EcoS ainsi que sur quelques bancs du groupe SOC.*)

Mme la présidente . La parole est à M. le ministre délégué chargé de l'Europe.

M. Benjamin Haddad, *ministre délégué chargé de l'Europe* . Depuis les attentats terroristes du 7 octobre 2023, la bande de Gaza est en proie à une guerre de haute intensité, certes tempérée par le cessez-le-feu en cours.

M. Jean-François Coulomme . Ce n'est pas une guerre, c'est un génocide !

M. Benjamin Haddad, *ministre délégué* . Dans ce contexte, nous l'avons toujours dit clairement : toute personne qui se trouve ou qui se rend dans la zone s'expose à des risques considérables. En raison du conflit régional, les points d'accès sont fermés, ce qui entrave toutes les possibilités de secours ou d'évacuation. Malgré cela, et je voudrais rendre hommage à nos services diplomatiques et consulaires, nous avons toujours agi pour protéger nos ressortissants. Je pense aux Français qui étaient à bord des flottilles de juin et d'octobre 2025 et qui ont été aidés par nos services diplomatiques et consulaires à Tel Aviv, en lien avec les autorités israéliennes. Plus récemment, lors du week-end du 1er mai, notre consulat à Athènes a protégé nos ressortissants qui étaient présents dans la flottille Global Sumud, avant d'être débarqués au port de Ierápetra, puis acheminés vers l'aéroport d'Héraklion.

Les consignes aux voyageurs s'appliquent à tous et doivent donc être respectées par tous, y compris par les élus de la nation. Nos services diplomatiques, déjà très mobilisés, continueront à se battre pour protéger nos ressortissants et gérer les conséquences de ces initiatives irresponsables et contre-productives. *(Exclamations sur quelques bancs des groupes LFI-NFP et EcoS.)*

Mme Anna Pic . Le droit n'est pas respecté !

Mme Danielle Simonnet . C'est honteux !

M. Benjamin Haddad, *ministre délégué* . Vous nous dites d'agir, mais la France est toujours mobilisée, à travers l'acheminement des aides humanitaires : 100 millions d'euros par an ont été consacrés aux acteurs humanitaires depuis octobre 2023, 1 700 tonnes de fret humanitaire ont été acheminées et 400 tonnes d'intrants nutritionnels ont permis de secourir 42 000 enfants palestiniens. Je pense aussi à notre mobilisation permanente pour la solution à deux États et la mise en œuvre de la résolution no 2803 du Conseil de sécurité des Nations unies. C'est ça, l'action concrète, humanitaire et diplomatique de la France pour la paix. *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe EPR. – Exclamations sur les bancs du groupe EcoS.)*

M. Hendrik Davi . Condamnation !

Données clés

Auteur : [M. Hendrik Davi](#)

Circonscription : Bouches-du-Rhône (5^e circonscription) - Écologiste et Social

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1535

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Europe

Ministère attributaire : Europe

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 13 mai 2026

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 13 mai 2026